

Venezuela/Crise

Pressions européennes sur Maduro

AFP

Caracas/Venezuela

Ce dernier reste toutefois ferme sur ses positions.

PARIS a qualifié hier de "farce" la proposition du chef de l'Etat vénézuélien Nicolas Maduro d'organiser des législatives anticipées en réponse à la pression de l'opposition, au dernier jour de l'ultimatum de six pays de l'UE, dont la France, pour convoquer une élection présidentielle.

Six pays européens (Allemagne, Espagne, France, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni) ont donné à Nicolas Maduro huit jours pour convoquer une nouvelle élection présidentielle, faute de quoi ils reconnaîtraient son opposant Juan Guaido comme président.

"L'ultimatum se termine ce soir (hier). Si, d'ici ce soir, M. Maduro ne s'engage pas à organiser des élections présidentielles, nous considérerons que M. Guaido est légitime pour les organiser à sa place et nous le considérerons comme le président par intérim jusqu'à des élections légitimes", a déclaré la ministre française des Affaires européennes Nathalie Loiseau. « Ce que répond jusqu'à présent M. Maduro, c'est "je vais organiser des élections législatives", sous-entendu "je veux me débarrasser du président du Parlement, M. Guaido" qui est justement soutenu par les manifestants. Là encore cette réponse est une farce, une farce tragique ».



Photo : AFP

Le président Nicolas Maduro devant la foule de ses partisans samedi : "Nous n'avons pas été et nous ne serons pas un pays de mendiants."

Jeudi, le Parlement européen a reconnu l'autorité de M. Guaido et a appelé l'ensemble des pays de l'Union européenne de faire de même.

Les Etats-Unis, le Canada et de nombreux pays d'Amérique latine, dont la Colombie et le Brésil, ont déjà reconnu Juan Guaido. Soutenu par la Russie, la Chine, la Corée du Nord, la Turquie ou encore Cuba, M. Maduro, 56 ans, rejette l'ultimatum européen et accuse les Etats-Unis d'orchestrer un coup d'Etat.

GROUPE DE CONTACT. Réapparu en public pour la première fois depuis six mois, Nicolas Maduro a rassemblé samedi des milliers de ses partisans à Caracas et relancé l'idée d'élections législatives anticipées dans le courant de l'année, pour remplacer un Parlement où l'opposition est majoritaire et qui a été dépouillé de l'essentiel de ses pouvoirs au profit d'une Assemblée constituante acquise à Nicolas Maduro.

Un groupe de contact in-

ternational constitué par l'UE pour favoriser l'organisation d'une présidentielle doit se réunir le 7 février à Montevideo, ont par ailleurs annoncé hier la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini et le président uruguayen Tabare Vazquez.

Il "vise à contribuer à créer les conditions nécessaires à l'émergence d'un processus politique et pacifique permettant aux Vénézuéliens de déterminer leur propre avenir, par la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles", rappellent-ils dans un communiqué.

L'UE et huit de ses États membres (Allemagne, Espagne, France, Italie, Portugal, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède) en font partie, ainsi que la Bolivie, le Costa Rica, l'Équateur et l'Uruguay pour les pays d'Amérique latine.

Depuis une estrade devant la représentation de l'Union européenne à Caracas où il a également rassemblé samedi ses par-

tisans, Juan Guaido a prédit un mois de février "déterminant" pour chasser du pouvoir Nicolas Maduro.

"Nous allons continuer dans la rue jusqu'à ce que nous soyons libres, jusqu'à la fin de l'usurpation", a déclaré Juan Guaido, 35 ans. "Oui, c'est possible !", lui répondait la foule.

Il a appelé ses partisans à ne pas relâcher la pression, lors d'une nouvelle manifestation le 12 février. Il a également annoncé l'arrivée dans les prochains jours d'une aide humanitaire pour le pays. Des centres de collecte doivent être implantés de l'autre côté de la frontière, en Colombie et au Brésil, et sur une "île des Caraïbes", selon lui. Les Etats-Unis ont indiqué qu'ils transporteront cette aide à la demande du chef de l'opposition.

Sur son compte Twitter, le président colombien Ivan Duque a annoncé l'ouverture dans son pays de trois centres de collecte d'aide humanitaire, dont

des médicaments et des aliments, pour le Venezuela.

"PAS UN PAYS DE MENDIANTS" • "Nous n'avons pas été et ne serons pas un pays de mendiants", a rétorqué samedi Nicolas Maduro.

En revanche, "il y a en certains qui se sentent mendiants de l'impérialisme et vendent leur patrie pour 20 millions de dollars", a-t-il affirmé en référence au montant de l'aide humanitaire promise par les Etats-Unis à Juan Guaido, mais qui ne peut pas être acheminée sans l'accord des autorités et de l'armée vénézuéliennes.

Etat pétrolier, autrefois pays le plus riche d'Amérique latine, le Venezuela a sombré économiquement. Ses habitants souffrent de graves pénuries de nourriture et de médicaments, ainsi que d'une inflation galopante. Depuis 2015, quelque 2,3 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays, pour une population de 31 millions d'habitants.

Nicolas Maduro a annoncé devant ses partisans une augmentation du nombre de soldats, en appelant les miliciens, un corps composé de civils, à rejoindre l'armée pour faire face à ce qu'il a qualifié de "plan macabre" des Etats-Unis. L'armée est un pilier du régime de Nicolas Maduro. Jusqu'ici seuls l'attaché de défense aux Etats-Unis et un général de l'armée de l'Air ont fait allégeance à Juan Guaido. Un premier ambassadeur vénézuélien, Jonathan Velasco, en poste en Irak, a également rallié l'opposition.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Conflit.** L'accord de paix paraphé demain à Khartoum

L'accord de paix conclu samedi par le gouvernement de Centrafrique et les groupes armés qui contrôlent la majorité du territoire sera d'abord paraphé demain à Khartoum, avant d'être ultérieurement signé, a annoncé hier le gouvernement soudanais.

• **Soudan/Troubles.** La promesse de Béchir

Le président soudanais Omar el-Béchir a promis hier d'apporter le développement en milieu rural, au moment où les villes et villages du pays sont secoués par des manifestations antigouvernementales.

A travers le monde

• **France/Politique.** Macron tenté par le référendum

Le président français Emmanuel Macron, qui poursuit ce lundi le "grand débat national" directement en banlieue parisienne pour sortir de la crise des "gilets jaunes", pourrait envisager la tenue d'un référendum, selon la presse.

• **Royaume-Uni/Politique.** Brexit : May déterminée

La Première ministre britannique Theresa May a réaffirmé hier sa détermination à mettre en œuvre le Brexit à la date prévue du 29 mars et à obtenir des concessions de l'UE sur l'accord de divorce, malgré le refus de Bruxelles de le renégocier.

• **Salvador/Présidentielle.** Affrontement entre deux jeunes loups

Les Salvadoriens élaient



Photo : AFP

hier leur sixième président depuis la fin, en 1992, de la guerre civile qui a ensanglanté leur pays pendant 12 ans. Un scrutin qui voit s'affronter deux jeunes loups - Nayib Bukele, 37 ans, et Carlos Calleja, 42 ans - de la politique pour un mandat présidentiel de cinq ans, non renouvelable.

• **Vatican/Diplomatie.** Le pape François aux Emirats arabes unis

Le pape François est arrivé hier aux Emirats arabes unis, premier chef de l'Eglise catholique à fouler le sol de la péninsule arabe, berceau de l'islam. L'avion du souverain pontife a atterri à Abou Dhabi, peu avant 22H00 locales (19H00 au Gabon).

Sénégal/Présidentielle

Coup d'envoi de la campagne

AFP

Dakar/Sénégal

Celle-ci va durer trois semaines. Le sortant Macky Sall, qui espère être réélu dès le premier tour, est confronté à quatre autres candidats.

LA campagne pour l'élection présidentielle du 24 février au Sénégal a débuté hier pour trois semaines pendant lesquelles le sortant Macky Sall et ses quatre adversaires vont sillonner le pays.

Alors que ses deux principaux rivaux potentiels, Karim Wade, ex-ministre et fils de l'ancien président Abdoulaye Wade (2000-2012), et Khalifa Sall, dissident du Parti socialiste et

maire déchu de Dakar, sont écartés de la course en raison de condamnations judiciaires, le camp présidentiel vise une réélection de Macky Sall au premier tour.

Cette prouesse n'a été réalisée qu'une fois auparavant, en 2007, par son prédécesseur Abdoulaye Wade, mais le pouvoir mise sur le bilan, notamment en termes d'infrastructures, de son Plan Sénégal émergent (PSE), dont il a récemment lancé la deuxième phase (2019-2023).

Quelques affiches du président sortant étaient visibles à différents endroits de la capitale pour ce premier jour de campagne, sans grande effervescence, mais entouré d'une importante présence policière, en attendant dans la soirée les meetings de lancement

des candidats et la diffusion des premiers spots de campagne télévisés.

Face à Macky Sall, 57 ans, l'ex-Premier ministre Idrissa Seck, 59 ans, orateur brillant qui a suivi l'ascension de son mentor, Abdoulaye Wade, fondateur du Parti démocratique sénégalais (PDS, libéral), avant de connaître la disgrâce en 2004 lors du premier mandat de celui-ci, se présente pour la troisième fois.

Originaire de Thiès (ouest), son fief électoral, d'où il lançait sa campagne hier, Idrissa Seck a enregistré le ralliement de plusieurs candidats recalés faute du nombre de parrainages suffisants, dont l'ex-Premier ministre Hadjibou Soumaré, un ancien président de l'Assemblée nationale et du Sénat, Pape

Diop, et trois anciens ministres.

Issu lui aussi de la famille libérale, le doyen des candidats, l'avocat Madické Niang, 65 ans, proche de toujours de la famille Wade, s'est attiré les foudres d'Abdoulaye Wade, dont il a été plusieurs fois ministre, pour s'être présenté en alternative à Karim Wade, afin d'éviter selon lui, au PDS d'être absent de l'élection présidentielle.

Ce proche de la puissante confrérie mouride et des milieux religieux débute sa campagne à Mbacké (centre), localité voisine de Touba, ville sainte des mourides, tout comme Macky Sall.

Les deux autres candidats, Ousmane Sonko, 44 ans, figure montante de l'opposition, et Issa Sall, 63 ans,

chef du Parti de l'Unité et du Rassemblement (PUR), tous deux élus députés en 2017, commencent pour leur part leur campagne à Dakar.

Le discours patriotique d'Ousmane Sonko, ancien inspecteur des impôts radié en 2016 de la fonction publique pour manquement à son devoir de réserve, après avoir notamment dénoncé l'opacité selon lui de l'attribution de contrats d'exploitation d'hydrocarbures, séduit une partie de la population.

Mais d'autres secteurs de l'opinion restent sceptiques face à certaines de ses déclarations fracassantes et à son manque d'expérience politique.